



Une publication
des économistes de l'UCL

Décembre 2009 • Numéro 75

Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte

Le PIB est au cœur d'une tourmente. Son statut de cible et de repère pour la conduite et l'évaluation des politiques économiques est remis en question. De nouveaux indicateurs tentent de pallier ses lacunes au regard d'objectifs de qualité de vie, de réduction des inégalités, de développement durable. La Commission Stiglitz a récemment rendu un Rapport à ce sujet, document qui suscite de nouvelles questions et invite à poursuivre le débat.

Isabelle Cassiers

Géraldine Thiry¹

Is GDP the Wrong Indicator? Ce titre du *Financial Times*², semblable à tant d'autres en manchette ces derniers mois, est symptomatique d'un doute qui prend de l'ampleur : les systèmes statistiques hérités du passé sont-ils à la hauteur des défis du XXI^e siècle ? La comptabilité nationale a été élaborée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, lorsqu'un consensus se dessinait sur un objectif de croissance économique. Peut-on poursuivre un tel objectif, sans autre nuance, face aux problèmes environnementaux, aux inégalités, à la globalisation, à la recherche d'une société plus humaine ? Le Produit Intérieur Brut (PIB) est au cœur de la tourmente. Son statut de cible et de repère pour la conduite et l'évaluation des politiques économiques est ébranlé depuis plusieurs années par des courants de plus en plus nombreux et influents, au plan national ou international. Le mouvement, initialement parti du monde académique et associatif³, a ensuite gagné les grandes institutions. On se souviendra de la mise sur pied de l'Indice de Développement Humain (IDH, plus englobant que le PIB) par l'ONU en 1990.

Plus récemment (2007), l'OCDE a réuni un ambitieux Forum mondial sur le thème *Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés*, rapidement suivi d'une conférence internationale organisée par la Commission européenne : *Au-delà du PIB : mesurer le progrès, la richesse authentique et le bien-être des nations*⁴. Suivant le mouvement, Nicolas Sarkozy a mis sur pied, en 2008, une

¹ Nos remerciements s'adressent aux membres du *Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse* (FAIR), dont les nombreux débats ont alimenté nos réflexions, et en particulier à Jean Gadrey, également membre de la Commission Stiglitz, pour ses précieux commentaires sur une version préliminaire de ce texte. Merci aussi à Alain Desrosières, Marthe Nyssens et Muriel Dejemppe pour leurs remarques et suggestions. Nous assumons seules la responsabilité du texte.

² 28 janvier 2009 (traduction libre : *Le PIB est-il un indicateur inapproprié ?*).

³ A titre d'exemple, citons Nordhaus et Tobin (1973) pour le premier et le Club de Rome (voir Meadows *et al.* 1972) pour le second.

⁴ Tenus respectivement à Istanbul en juin 2007 et à Bruxelles en décembre 2007. Le deuxième événement était co-organisé par la Commission européenne, le Parlement européen, l'OCDE, le Club de Rome et le WWF. Voir les sites de ces événements et European Commission (2009a).

*Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social*⁵, plus connue sous le nom de *Commission Stiglitz*, dirigée par trois économistes de renom (dont deux prix Nobel) : Joseph Stiglitz, Amartya Sen, et Jean-Paul Fitoussi. Parallèlement, et afin d'assurer le suivi citoyen des travaux de cette commission, un *Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse* (FAIR) a émané d'académiques issus de disciplines diverses, de représentants syndicaux et de membres de la société civile⁶. Enfin, l'OCDE a poursuivi l'appel à réflexion par son troisième Forum mondial : «*Tracer le progrès, établir des visions, améliorer la vie*»⁷.

Une singularité de ces nombreux débats est l'entrecroisement de questions normatives, adressées à tous (qu'est-ce que le progrès des sociétés ?) et de questions d'ordre statistique, réservées aux experts (comment composer, pondérer, agréger les indicateurs ?). Les initiatives actuelles ouvrent incontestablement des portes : elles rappellent que les outils comptables sont issus de conventions historiquement et géographiquement situées; elles suggèrent que l'avenir peut s'inventer. Mais l'impossibilité de dissocier totalement ce qui relève des valeurs et ce qui relève de la mesure présente un piège. La discussion risque de dériver prématurément ou exclusivement de ses enjeux fondamentaux vers sa technicité, laissant aux spécialistes du chiffre la mainmise sur le choix de nouvelles mesures du «progrès», donc, implicitement, sur sa redéfinition.

Cette mainmise constitue un pouvoir non négligeable : saisir une réalité en la quantifiant n'est jamais un exercice neutre⁸. Réinventer la mesure du progrès (ou du bien-être, ou du développement), c'est, implicitement, le redéfinir. Les indicateurs participent donc activement à la définition-même de leur objet, par les dimensions qu'ils prennent en compte et par leur mode de quantification.

À cet égard, la publication largement médiatisée du Rapport de la Commission Stiglitz (ci-dessous RS)⁹ constitue un moment important. Ses auteurs soulignent d'emblée le rôle normatif ou politique des systèmes de mesure : «*Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait*» (p. 7). «*Notre rapport traite des systèmes de mesure et non des politiques. (...) Mais parce que ce que l'on mesure définit ce que l'on recherche collectivement (et vice versa), ce rapport et sa mise en œuvre sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur la manière dont nos sociétés se perçoivent et, par voie de conséquence, sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques*» (p. 10). Les indicateurs ne se contentent donc pas de refléter la réalité, ils participent aussi à sa construction. Cette compréhension permet de dissoudre une distinction trop souvent opérée entre une discussion qui relève de la *mesure*, apanage naturel des experts, et un débat sur les *finalités*, qui ne peut trouver sa légitimité que dans des instances démocratiques.

Pour cette raison, le RS «s'adresse d'abord aux responsables politiques». Il entend baliser la recherche d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB, axés «sur le bien-être des générations actuelles et à venir» (p. 10). En proposant une excellente synthèse de travaux scientifiques jusque là dispersés, il se pose en interface entre la recherche académique et le pouvoir politique, offrant à la première un levier d'action et au deuxième l'aval de prix Nobel. Parviendra-t-il à toucher également, comme il l'espère, les organisations de la société civile, le

⁵ <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>.

⁶ <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR> Signalons la création d'une antenne *Wallonie-Bruxelles* de FAIR.

⁷ Busan, Corée du Sud, 27-30 octobre 2009.

⁸ Voir notamment Desrosières (2000) et (2008), Boulanger (2004), Viveret (2004), Méda (2008), Gadrey et Jany-Catrice (2007).

⁹ Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009a). Le rapport a fait l'objet d'une présentation officielle à la Sorbonne le 14 septembre 2009 et a été largement commenté par la presse les jours suivants. Il est désormais publié en deux volumes : voir Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009b) et (2009c). Les numéros de pages cités sont ceux du rapport original (2009a)

grand public, le simple citoyen ? Ses auteurs ont au moins le mérite de prendre acte d'un grand écart entre deux visions de la réalité socio-économique : celle que véhicule l'information statistique d'une part (par exemple un revenu *moyen* en hausse), et la perception que les citoyens ordinaires peuvent avoir de cette réalité d'autre part (par exemple une situation *personnelle* dégradée). Ce hiatus indique un risque de perte de crédibilité démocratique : «*Quand les gens ont l'impression que les mesures sont fausses, ils pensent que la démocratie est manipulée et perdent toute confiance dans les élites*»¹⁰. Le RS n'est toutefois qu'une étape, une brique pour un chantier en cours : «*La Commission estime que loin de clore le débat, son rapport ne fait que l'ouvrir (...), qu'un débat de fond sur les questions soulevées par son rapport et sur ses recommandations offrira une occasion importante d'aborder les valeurs sociétales auxquelles nous attachons du prix et de déterminer dans quelle mesure nous agissons réellement en faveur de ce qui importe*» (p. 20).

Nous relevons donc le gant ! Nous commencerons par présenter au lecteur une synthèse des acquis essentiels du débat qui nous mène «au-delà du PIB»¹¹. Nous épinglerons ensuite ce qui nous semble être la part d'ombre du texte produit par la Commission et appelle très certainement un «au-delà du Rapport Stiglitz».

1. Au-delà du PIB

La Commission Stiglitz avait d'emblée pris le parti de scinder ses travaux en trois groupes distincts, division qui se retrouve telle quelle dans le rapport final : (1) questions classiques relatives au PIB, (2) qualité de vie, (3) développement durable et environnement. Nous ne conservons pas ci-dessous cette structure d'analyse, car ce cloisonnement nous semble en soi problématique, comme nous l'exposerons à la section 2. La transversalité de ces thèmes étant à nos yeux essentielle, nous piochons librement dans les trois parties du rapport pour synthétiser des diagnostics et des questionnements, les relier à des travaux non cités¹² et les classer d'une manière qui nous semble plus féconde.

Rappelons que le PIB est la valeur monétaire de l'ensemble des biens et services finaux nouvellement produits (et recensés) par une entité (généralement une nation) au cours d'une période donnée (généralement une année). Il s'agit donc d'une évaluation globale d'un flux monétaire. Les comptes de la nation recensent l'activité selon trois optiques dont le total est équivalent : production, revenus et dépenses¹³.

À nos yeux, la recherche d'indicateurs alternatifs au PIB est essentiellement mue par trois impératifs :

- considérer des «résultats», comparables à des objectifs en termes de conditions d'existence, plutôt qu'une production évaluée monétairement;
- prendre en compte les patrimoines (des stocks, et non seulement des flux), dans leur diversité, notamment par respect pour les générations futures;
- intégrer des questions de répartition, par soucis d'équité.

¹⁰ Fitoussi, cité par Moatti (2009) p. 62. Notons que la Commission Stiglitz entend aussi s'adresser à deux autres catégories d'acteurs : aux décideurs d'une part, et aux académiques et statisticiens d'autre part (RS pp. 10-11).

¹¹ La brièveté de cet article ne permet évidemment pas de rendre toutes les nuances contenues dans les 324 pages du Rapport, auquel le lecteur intéressé voudra bien se référer.

¹² La bibliographie du RS étant très étendue, nous ne viserons pas l'exhaustivité dans la nôtre. Le lecteur intéressé voudra bien se référer à la première.

¹³ L'optique production mesure la *valeur ajoutée* par toutes les organisations de la sphère monétaire, regroupées par secteurs productifs; le total de cette valeur ajoutée est, dans la deuxième optique, décomposée en catégories de *revenus* (salaires, profits etc.); l'optique des dépenses consigne les *affectations* des biens et services dans leur usage final (consommation, exportations etc...). Le total de chacune de ces trois optiques aboutit au PIB.

1.1. Considérer des «résultats» plutôt qu'une production évaluée monétairement

Qu'il s'agisse de revenu, de niveau de vie matérielle ou de consommation, «*les ressources ne sont pas un indicateur satisfaisant pour mesurer la qualité de la vie*» (RS p. 45). A quoi bon travailler, produire, consommer, si cela n'améliore pas le sentiment de bien-être de la population, ses conditions de vie au sens le plus général, et celles qui seront transmises aux générations suivantes ? Cette question anime de nombreuses réflexions depuis des décennies. Easterlin (1974) attirait déjà l'attention sur l'absence de corrélation entre croissance économique et satisfaction de vie (subjective), dès lors qu'un seuil de confort matériel est atteint. Les études se sont multipliées depuis lors, associant psychologues et économistes «*ce qui a mis en lumière un décalage sensible entre les hypothèses classiques de la théorie économique et les phénomènes que l'on observe dans le monde réel*» (RS p. 47).

Dans une étude antérieure, nous avons rassemblé diverses explications du hiatus entre un PIB sans cesse croissant et une satisfaction de vie stagnante¹⁴. Les explications scientifiques proviennent de deux sources : d'une part des analyses consacrées à l'évaluation *subjective* du bien-être, c'est-à-dire à l'appréciation personnelle et non discutable d'un sentiment de satisfaction, de bien-être ou de bonheur, et d'autre part d'études sur les caractéristiques dites *objectives* (sans doute au sens d'universellement admises) de la qualité de la vie. Les déterminants objectifs de celle-ci semblent bien reconnus : santé, liens sociaux et familiaux, travail et autres activités, représentation politique et participation citoyenne, qualité de l'environnement, sécurité économique et personnelle. Nous ne reviendrons pas sur l'exposé de ces points.

En ce qui concerne la recherche d'indicateurs, une quantité d'initiatives *parcellaires* sont disponibles : mesures des performances en matière de santé, ou d'éducation, ou des conditions de travail etc. Deux difficultés surgissent toutefois lorsqu'il s'agit de les rendre opérationnelles pour l'évaluation ou la conduite de politiques *globales*, ce qui est bien l'objectif des indicateurs alternatifs au PIB. La première tient à la manière de rassembler, d'unifier ces informations disparates. Toute agrégation d'éléments hétérogènes suppose des pondérations qui sont toujours discutables. La question ne se pose en apparence pas au sein du PIB où s'additionnent des valeurs monétaires¹⁵. La deuxième difficulté, qui n'est pas mince, est d'évaluer le rapport positif ou négatif qui peut exister entre les *résultats* à atteindre et la production de biens et services évaluée monétairement. La liaison des premiers à la deuxième est tout sauf évidente. C'est ce que rappelle un exposé méthodique des limites du PIB¹⁶.

En premier lieu, parmi les activités qui débouchent sur des résultats identiques, le PIB opère une sélectivité et ne les comptabilise pas toutes. Le PIB mesure des biens et services marchands, ou produits à l'aide de travail rémunéré. Aux yeux des comptables nationaux, les services domestiques gratuits «ne valent rien» alors qu'ils délivrent peut-être plus de satisfaction ou de bien-être que des services équivalents faisant l'objet d'une rémunération. On connaît l'histoire classique du veuf qui épouse la gouvernante de ses enfants et fait ainsi chuter le PIB, alors qu'elle poursuit son activité à l'identique. La version contemporaine de cette histoire parle d'une jeune célibataire dont le plombier tombe amoureux et poursuit les travaux gratuitement. Dans les deux cas, même travail, même résultat, et, malgré un surcroît de bien-être incontestable, moindre PIB, moindre croissance économique. Le même raisonnement vaut pour des parents qui prennent un congé pour élever leurs jeunes enfants plutôt que de les mettre en crèche ou de les

¹⁴ Cassiers et Delain (2006). Voir aussi van den Bergh (2008).

¹⁵ Toutefois, même les valeurs monétaires sont des pondérations discutables, comme nous l'exposons plus loin.

¹⁶ Nous avons déjà tenté cet exercice dans Cassiers (1995), à la suite de Fourquet (1980). Outre la première partie du rapport Stiglitz, très détaillée, voir les excellents travaux de Gadrey et Jany-Catrice (2007), de Meda (2008) et de Viveret (2004).

... Considérer des «résultats»
plutôt qu'une production évaluée
monétairement

confier à une gardienne rémunérée. Ces exemples peuvent être élargis au travail bénévole. Peut-on trouver une métrique commune, capable de rendre compte de la valeur de ces services aux yeux de ceux qui en bénéficient, indépendamment de leur évaluation par le marché ? Le rapport Stiglitz suggère (pp. 43-44) une correction de ces anomalies par l'élargissement des indicateurs de revenus et par le développement de comptes satellites. Certains auteurs s'indignent, là où ils perçoivent une volonté d'évaluer monétairement des activités dont la caractéristique est précisément de *ne pas* être monétaire (Harribey 2009). La garde d'un enfant est-elle de valeur identique selon qu'elle est prestée par son parent ou par un(e) salarié(e) ? Jusqu'où devraient s'étendre les comptes satellites ? Irait-on jusqu'à évaluer la sexualité partagée au sein des couples au prix des services rendus par les prostituées ?

Parmi les biens ou services recensés dans le PIB, certains n'ont pas de prix, car ils ne s'échangent pas sur un marché. C'est le cas des biens et services publics (la plus grande partie de l'enseignement, une part importante des soins de santé, les routes, les parcs) ainsi que des biens et services privés non-marchands (une part importante de l'économie sociale). Par convention, la comptabilité nationale les évalue à leur coût de production (en l'absence théorique de profit). On objecte alors – mais ne faudrait-il pas généraliser ce raisonnement ? – qu'un coût élevé n'est pas garant de qualité. Le coût des services de santé ou d'éducation n'est pas nécessairement une bonne mesure de leur efficacité ou de leurs résultats – taux d'alphabétisation, espérance de vie en bonne santé¹⁷. Ni la *qualité*, ni l'*efficacité* des systèmes d'éducation et de santé ne sont donc reflétées dans le PIB¹⁸.

Ensuite, il faut bien reconnaître que les prix ne reflètent pas toujours la qualité des biens et services produits. La théorie économique standard fait valoir que le prix d'équilibre d'un bien reflète, en termes relatifs, le supplément de bien-être que l'acquisition de ce bien procure au consommateur¹⁹. Mais cela n'est vrai que sous certaines hypothèses très restrictives, parmi lesquelles l'existence d'une information parfaite. Or en règle générale, l'information n'est pas parfaite, surtout lorsque les biens se diversifient à vive allure et que leur qualité évolue d'une manière difficilement appréciable. Les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) sont, paradoxalement, un bel exemple d'opacité de l'information dont dispose le consommateur (RS p. 24). Celui-ci maîtrise-t-il toute l'information nécessaire pour poser le meilleur choix entre les innombrables modèles de téléphones portables, entre les différents fournisseurs de réseaux, entre les multiples types d'abonnements ? La hausse des prix correspond fréquemment à un mélange inextricable d'augmentation de qualité ou de raffinement des produits (voitures de plus en plus équipées) et d'inflation. Pour d'autres biens, des prix inchangés peuvent s'accompagner d'une *réduction* de qualité (moindre qualité de produits alimentaires fabriqués en série, par exemple).

Par ailleurs, le PIB ignore ce que les économistes appellent «les externalités», c'est-à-dire les effets secondaires d'une activité qui échappent au marché. Il comptabilise les activités par les revenus qu'elles génèrent, indifférent au fait qu'elles peuvent améliorer ou dégrader les conditions de vie au sens large (conditions environnementales et sociétales). Qu'un pétrolier transporte du pétrole, le PIB augmente. Que son naufrage détériore gravement la mer, les plages, la vie animale et végétale, le PIB ne diminue pas. Qu'on engage du personnel pour réparer les dommages, le PIB augmente à nouveau (mais ce même travail effectué par

¹⁷ L'Indicateur de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a tenté de répondre à cette lacune en évaluant la santé par l'espérance de vie et l'éducation par le taux d'alphabétisation et de scolarisation.

¹⁸ RS p. 49. Le MEW (*Measure of Economic Welfare*) élaboré par Nordhaus et Tobin (1973) tente une correction de ces faiblesses.

¹⁹ Voir parmi d'autres Albertini et Silem (2001), p. 573 et sv.

... Considérer des «résultats»
plutôt qu'une production évaluée
monétairement

des bénévoles n'affecterait pas le PIB comme on vient de le voir). Pour corriger cette nouvelle anomalie comptable, il est fréquemment proposé que les «dépenses défensives» – celles qui corrigent un dommage – ne soient pas comptabilisées comme de la production de biens et services finaux mais comme de la consommation intermédiaire et à ce titre ne viennent plus grossir le PIB. Dans l'exemple ci-dessus, la valeur du service rendu par le pétrolier serait diminuée du coût des réparations des dommages consécutifs à son naufrage. Ce principe est repris dans le calcul de nombreux indicateurs qui s'efforcent de serrer de plus près la contribution des activités productives à l'amélioration des conditions de vie, tels que le Measure of Economic Welfare (MEW) de Nordhaus et Tobin (1973) ou l'Index of Sustainable Economic Welfare (ISEW) de Cobb et Daly (1989).

Enfin, bénéficier d'un revenu est généralement une voie d'accès à la qualité de la vie, mais la comptabilité nationale ne dit rien des conditions dans lesquelles ce revenu a été généré. Est-ce par le travail ou du fait de la propriété d'un capital ? Dans le premier cas, la durée du travail est-elle en voie de réduction ou d'augmentation ? Les conditions de travail sont-elles épanouissantes ou pénibles ? La nature de la tâche est-elle enrichissante ou répétitive jusqu'à l'ennui ? Quelle est, au travail, la qualité des liens avec autrui ? Comment se passent les déplacements vers le lieu de travail, quelle part de la journée absorbent-ils, sont-ils des moments de stress ou de détente ?

Ces divers exemples montrent la grande difficulté d'utiliser la comptabilité nationale et son évaluation à l'aide de prix ou de revenus pour approcher des *résultats*, des contributions à l'amélioration effective des conditions d'existence. La question se complique du fait que la comptabilité nationale ne recense que des flux, et non des stocks ou patrimoines.

1.2. Prendre en compte des patrimoines, dans leur diversité

Un «au-delà du PIB» semble indispensable pour une deuxième raison : il apparaît de plus en plus insensé de poursuivre, au nom du «progrès», une activité qui mènerait à des catastrophes écologiques. Or, par son mode de construction, la comptabilité nationale ne nous informe pas de la «soutenabilité» de nos modes de vie, c'est-à-dire de la possibilité de les poursuivre au-delà de notre génération. Les comptes de la nation ne recensent que des *flux* (production, dépenses ou revenus courants) et non des *stocks* de richesse. Il est vrai qu'elle évalue bien la dépréciation du capital physique (limité au capital produit, tel que machines ou bâtiments) au cours de l'année. L'équivalent monétaire de cette dépréciation, l'amortissement, peut être retiré du PIB pour faire apparaître un Produit Intérieur Net (PIN). Mais cette correction ne porte que sur une des composantes de nos stocks de richesse individuels ou collectifs. Elle ignore ce qu'il advient des patrimoines naturels et immatériels²⁰. Or c'est bien la diversité des patrimoines qu'il faut considérer pour évaluer la capacité d'une génération de respecter la vie sur terre et de transmettre aux générations suivantes une qualité de vie au moins égale à la sienne.

C'est pour tenter de combler ces lacunes que divers indicateurs ont été développés. On peut les classer en trois catégories : indicateurs monétaires, indicateurs physiques ou indicateurs mixtes (composites ou tableaux de bord).

Les *indicateurs monétaires* partent du PIB et le corrigent ou le complètent pour tenir compte des atteintes au patrimoine. Deux modalités d'ajustement existent actuellement. Les *indices synthétiques* partent de catégories de la comptabilité nationale, en général la consommation finale, et en déduisent le coût estimé de

²⁰ Termes que nous préférons à ceux de capital naturel et de capital humain, qui semblent enfermer les patrimoines dans une logique productive.

... Prendre en compte des patrimoines, dans leur diversité

diverses dégradations environnementales (pollution de l'air, de l'eau, sonore, déforestations, dommages résultant du CO₂, etc.). C'est le principe appliqué par l'Indice de Bien-être Economique Durable (IBED) ou par l'Indice de Progrès Véritable (IPV)²¹. Les *comptes satellites*, quant à eux, sont conçus comme des compléments (notamment environnementaux) à la comptabilité nationale. Le *Comité d'experts des Nations Unies sur la comptabilité économique de l'environnement*, créé en 2005, travaille à l'amélioration d'une telle norme comptable, dans l'espoir d'en faire une norme statistique internationale dès 2010 (RS p. 72). C'est dans ce cadre que s'inscrit le Rapport fédéral sur le développement durable publié annuellement en Belgique²².

Dans cette première catégorie des indicateurs monétaires, épinglons l'Épargne Nette Ajustée (ENA) sur laquelle le RS s'attarde plus longuement. L'originalité de l'ENA est de se focaliser non pas sur un PIB corrigé mais sur la création ou la destruction nette de richesse, entendue au sens large, c'est-à-dire incluant le capital naturel et humain, la soutenabilité étant définie comme la préservation de la richesse au sens large. Une ENA négative serait un signal de ponction dans les patrimoines ou d'endettement global, tout comme l'épargne négative (le recours à l'emprunt) d'un ménage lui signale qu'il vit au-dessus de ses moyens. Cet indicateur comporte toutefois des faiblesses. D'abord, que met-on dans la richesse au sens large ? Et qui en décide ? Ensuite, en monétisant des variations de patrimoines hétérogènes (naturel et intangible) et en les additionnant, l'ENA suppose qu'ils sont substituables, ce qui revient à s'inscrire dans une optique dite «de soutenabilité faible». Une telle conception de la soutenabilité admet qu'une destruction de capital naturel (la forêt amazonienne par exemple) puisse être compensée par un accroissement d'une autre forme de capital, qu'il s'agisse de capital produit (incorporant des technologies «vertes») ou capital humain (savoir-faire)²³. Une définition plus exigeante de la soutenabilité refuse le principe de substitua-bilité entre ressources naturelles et autres types de patrimoine. L'ENA, comme tout indicateur monétaire portant sur les patrimoines, soulève aussi la question de l'arbitraire des prix : quel prix utiliser pour comptabiliser des patrimoines si la valorisation par le marché est imparfaite ou s'il n'existe pas de marché pour ceux-ci ?

C'est pour éviter de tels problèmes que certains auteurs ont d'emblée choisi un mode de valorisation des actifs qui ne passe pas par des prix de marché. C'est le cas des *indicateurs physiques* dont l'empreinte écologique (EE) est un bon exemple. L'EE présente de manière simple l'impact des activités humaines sur le patrimoine de ressources naturelles renouvelables. Elle mesure en hectares globaux (pour un individu ou une population) la surface bioproductive²⁴ nécessaire pour fournir les principales ressources consommées par cette population et pour absorber ses déchets et la compare à la surface effectivement existante. En s'inscrivant exclusivement dans le champ des ressources naturelles, elle opte pour une soutenabilité forte. Son grand mérite est de fournir des informations simples transmissibles par les médias, tel que le constat d'une empreinte écologique de la population mondiale dépassant de 44 % la biocapacité de la planète²⁵. On lui reproche fréquemment de procéder à cette fin à des simplifications et à des omissions excessives²⁶.

²¹ Pour l'application de l'IBED au cas belge, voir Bleys (2008).

²² Bureau fédéral du plan (2009).

²³ Pillarisetti et van den Bergh (2008).

²⁴ Surface correspondante de terre productive et d'écosystèmes aquatiques.

²⁵ Boutaud et Gondran (2009); dernières estimations : <http://planetevivante.wordpress.com/>. La biocapacité de la planète est la surface productive totale de la terre.

²⁶ Ce qui est exact, mais il faut alors reconnaître qu'il en va de même pour la comptabilité nationale...

... Prendre en compte des patrimoines, dans leur diversité

Une troisième manière de prendre en compte les patrimoines est de les inclure dans des *indicateurs mixtes* qui associent des mesures monétaires et non monétaires sur différents champs : revenus, variations de patrimoines, chômage, inégalités etc. Cette association peut se faire de manière liante, par un jeu de pondérations, au sein d'un *indice composite* unique (tel l'Indice de Bien-être Economique, IBEE) ou de manière plus souple, dans un *tableau de bord*. A la première catégorie, on reproche fréquemment de lancer un message générateur de confusions, par association de composantes hétérogènes. Les tableaux de bord reçoivent une critique opposée : la multiplicité des informations qu'ils diffusent les rendent difficilement assimilables par la population et peu utilisables par les médias ou par le pouvoir politique.

L'urgence de la question écologique donne souvent la primauté à l'information relative au patrimoine naturel. Mais l'objectif de nombreux indicateurs est d'intégrer aussi des informations quant à différentes formes de patrimoine immatériel, qu'il soit dénommé patrimoine social et culturel ou capital humain. L'UNESCO définit le patrimoine culturel immatériel comme «*le creuset de la diversité culturelle*» et voit dans sa préservation «*le garant de la créativité permanente de l'homme*»²⁷. On peut regretter qu'en matière de patrimoine immatériel, les indicateurs procèdent souvent à deux réductions successives inspirées de la science économique. La première consiste à restreindre le patrimoine immatériel au «capital humain», c'est-à-dire aux connaissances, aptitudes et compétences des personnes qui contribuent à les rendre plus productives. Ceci a pour double effet d'éliminer différentes formes de patrimoine immatériel qui, soit n'ont pas de visée productive (l'art, les religions), soit relèvent davantage du collectif que des individus (les institutions, les traditions)²⁸. La formation et l'éducation sont considérées comme les vecteurs essentiels de l'amélioration du capital humain. La deuxième réduction réside alors dans le mode d'évaluation du capital humain. De nombreux indicateurs optent pour une évaluation par les dépenses en éducation plutôt que par les résultats ou performances, comme nous l'avons vu plus haut (point 1.1). D'autres valorisent la formation et l'éducation en référence au marché du travail, par le flux actualisé de revenu qu'il est censé générer (RS p. 83). Sur ce terrain, des enjeux importants pour le développement des indicateurs semblent être d'affiner des mesures orientées vers les résultats, comme le fait déjà la composante éducation de l'IDH, et capables d'englober une vision du patrimoine immatériel moins économiste ou productiviste que le concept de capital humain.

La diversité des modalités de prise en compte des patrimoines témoigne de la difficulté de s'accorder sur l'une d'entre elles. Le concept de soutenabilité comporte de nombreuses incertitudes quant à l'impact de nos activités sur l'environnement. Toute évaluation du patrimoine futur se fonde sur des choix discutables. «*Quelle est la grandeur dont on souhaite évaluer la soutenabilité ? De quelle manière les divers actifs qui seront légués aux générations futures affectent-ils cette mesure du bien-être ? Et comment devraient-ils être pondérés les uns par rapport aux autres ? (...) Existe-t-il en fait une perspective raisonnable de pouvoir tout évaluer en unités monétaires ou devrions-nous admettre que ce n'est possible que jusqu'à un certain point ?*» (RS p. 80). Au-delà des divergences méthodologiques, ce sont bien des positions normatives qui sont en jeu : que s'agit-il de maintenir ? La comptabilité nationale éludait cette question en admettant que les prix observés révèlent les préférences des agents (RS p. 83). Mais lorsque cette hypothèse est remise en cause – et elle mérite de l'être – le choix d'un autre étalon de mesure soulève des questions sur les finalités individuelles et collectives.

²⁷ Voir site de l'UNESCO : <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00002>.

²⁸ Voir à ce sujet les réflexions de Méda (2009).

1.3. Intégrer des questions de répartition

Mesurant l'ensemble des revenus générés par une nation au cours d'une année, le PIB ne dit rien de la répartition de ces revenus entre les personnes ou les catégories socioprofessionnelles. La montée des inégalités de revenus, au cours des trois dernières décennies, a renforcé l'écart entre l'image globale d'un PIB par tête en hausse et le sentiment, au sein d'une large fraction de la population, d'une situation personnelle inchangée, voire dégradée. «*Dans une certaine mesure, le fait de ne pas rendre compte de ces inégalités explique l'écart grandissant (...) entre les statistiques agrégées qui dominent les discussions sur les actions à mener et la perception qu'a chacun de sa propre situation*» (RS p. 60).

Une manière simple d'intégrer des questions de répartition au sein des indicateurs serait de comparer le revenu moyen au revenu médian. Ce dernier sépare la population en deux parts égales, l'une gagnant moins et l'autre plus que le revenu médian. Si seuls les dix pourcent les plus riches de la population voient leurs revenus s'accroître, le revenu moyen augmente, alors que le revenu médian reste inchangé. L'écart s'en trouve donc agrandi, signe d'un accroissement des inégalités par le haut²⁹. Outre son silence sur la répartition interpersonnelle des revenus, l'évolution du PIB ne dit rien quant à l'impact de l'inflation sur la répartition du volume de la consommation (RS p. 37). Les prix n'évoluant pas tous de la même manière, différentes catégories de ménages peuvent voir leur pouvoir d'achat différemment affecté. Ainsi, un accroissement des prix des biens de base (chauffage et alimentation) pèse beaucoup plus lourd dans le budget des ménages les plus pauvres qui doivent consacrer à ces biens une part très importante de leurs revenus³⁰.

La prise en compte des inégalités de revenus et de pouvoir d'achat constituerait certes un progrès, mais celui-ci serait incomplet s'il n'intégrait pas une évaluation des inégalités d'accès aux sources de qualité de vie au sens large. Nous avons mentionné plus haut (section 1.1) l'importance d'évaluer des résultats, par exemple en matière de santé et d'éducation, comme tente de le faire l'Indicateur de Développement Humain (IDH). Toutefois, que les inégalités d'accès à ces résultats n'apparaissent pas dans l'IDH est symptomatique des nombreuses difficultés méthodologiques qui subsistent dans l'opérationnalisation de ces questions.

Un troisième type d'inégalités, dont l'ampleur risque d'aller croissant, mérite de retenir l'attention : il s'agit des inégalités environnementales. On sait aujourd'hui que «*20 % de la population mondiale utilise 80 % des ressources naturelles. Les émissions de CO₂ par habitant aux Etats-Unis sont douze fois supérieures à ce qu'elles devraient être pour atteindre un niveau mondial équitable et durable. Les populations les plus fragiles seront et sont déjà les premières victimes des dégradations de l'environnement. Selon les institutions internationales, 230 millions de personnes subiront des migrations forcées d'ici 2050 du fait du réchauffement climatique essentiellement provoqué par la 'croissance à tout prix' des pays riches*»³¹. De tels constats confirment l'urgence d'une responsabilisation accrue des pays vis-à-vis de la répartition internationale des ressources naturelles. Mais le choix d'un indicateur reste problématique. La méthode choisie pour mesurer la

²⁹ RS p. 35. Notons que les inégalités de revenus font l'objet depuis de nombreuses années de recherches en matière d'indicateurs. Elles sont incluses, par exemple, dans l'IBEE (Osberg et Sharpe 2002) dont une des dimensions agrège un indice d'intensité de pauvreté et un indice d'inégalités. Par ailleurs, l'Indice de Santé Sociale (ISS de Miringoff et Miringoff 1995) inclut, parmi ses seize variables, l'inégalité des revenus familiaux. En France, le BIP-40 (Baromètre des inégalités et de la pauvreté) participe d'un effort de médiatisation des enjeux de répartition en mettant en lumière plusieurs dimensions des inégalités et de la pauvreté. Pour plus de détails sur cet indicateur, voir Gadrey et Jany-Catrice (2007), p. 38 et sv.

³⁰ Pour une réflexion approfondie sur les enjeux d'un nouvel indice des prix à la consommation, voir Gadrey (1999) ainsi que Bodart et Hindriks (2006).

³¹ Contribution du collectif FAIR, janvier 2009, <http://www.idies.org/index.php?post/La-crise-rend-encore-plus-necessaire-le-recours-a-de-nouveaux-indicateurs>.

... Intégrer des questions de répartition

soutenabilité environnementale influence en effet la désignation des pays ayant un comportement «non soutenable». Il peut s'agir des pays riches, si l'on mesure la pression que leurs modes de vie exercent sur l'écosystème : c'est le résultat auquel aboutit l'empreinte écologique, qui impute la dégradation environnementale au pays consommateur et entend par là responsabiliser l'auteur direct d'une surconsommation de ressources³². Mais il peut au contraire s'agir des pays pauvres, si l'on se fie à un indicateur comme l'Épargne Nette Ajustée, qui impute la dégradation aux pays producteurs de ressources naturelles, indépendamment de la destination finale de celles-ci. Dans ce cas, ce sont les pays exportateurs de ressources qui portent le fardeau de la surconsommation des pays riches. L'usage d'un tel indicateur inciterait peu ces derniers à freiner leur ponction excessive sur l'écosystème³³.

Enfin, transversales à toutes les questions de répartition évoquées précédemment, les inégalités entre hommes et femmes, dites inégalités de genre, font l'objet de diverses mesures³⁴ qui mériteraient d'être affinées, généralisées et intégrées dans les indicateurs composites ou tableaux de bord.

2. Au-delà du Rapport Stiglitz

Le Rapport Stiglitz présente le double mérite de fournir une synthèse largement représentative des recherches sur «la mesure du progrès» et de lancer une invitation à approfondir le sujet et à en débattre. Il nous semble que cela devrait se faire dans deux directions principales. La première est de nature épistémologique et la deuxième essentiellement politique.

2.1. Décloisonner les champs de réflexion

En organisant ses travaux en trois sections autonomes et en publiant un rapport en trois chapitres distincts, sans véritable conclusion commune, la Commission Stiglitz n'a-t-elle pas éludé la part la plus intéressante du débat ? Certains s'emploient à améliorer le PIB (chapitre 1), d'autres à serrer au plus près les dimensions de la qualité de vie (chapitre 2) et d'autres encore à évaluer le caractère durable du développement (chapitre 3). Mais comment s'articulent ces problématiques ? Il est surprenant de lire en introduction du Rapport Stiglitz (p. 19) que «l'évaluation de la soutenabilité est complémentaire de la question du bien-être actuel ou de la performance économique et doit donc³⁵ être examinée séparément. (...) Lorsque l'on conduit une voiture, un compteur qui agrégerait en une seule valeur la vitesse actuelle du véhicule et le niveau d'essence restant ne serait d'aucune aide au conducteur». Nous pensons au contraire qu'il importe à l'automobiliste de connaître l'effet de sa vitesse sur sa réserve d'essence, car il existe une vitesse optimale qui lui permet de maximiser la distance parcourue, à quantité de carburant donnée. En outre, la parabole est incomplète. S'il est bien sous entendu que la jauge indique l'état de nos patrimoines et que le compteur de vitesse rend compte de la croissance économique, il manque dans cette analogie un troisième instrument : la boussole ou le GPS, qui informerait de la direction prise, de l'orientation du «progrès» des sociétés. Selon une expression prêtée à Gandhi, «*speed is irrelevant when you are moving in the wrong direction*»³⁶.

³² Boutaud et Gondran (2009).

³³ Falconi (1999).

³⁴ Par exemple, au sein du PNUD, l'Indicateur Sexospécifique de Développement Humain (ISDH) et l'Indice de Participation de la Femme (IPF). Mentionnons également le Global Gender Gap Index (GGGI) présenté pour la première fois au Forum Economique Mondial de 2006 et le African Gender Development Index (AGDI) issu des travaux de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA).

³⁵ Nous soulignons.

³⁶ Traduction libre : la vitesse est sans pertinence quand on se déplace dans la mauvaise direction.

... *Décloisonner les champs de réflexion*

Seule la confrontation des trois chapitres permettrait de faire jaillir les enjeux les plus fondamentaux d'une redéfinition de la mesure du progrès. Nous avons tenté d'apporter notre pierre au chantier en présentant l'état du débat sous d'autres titres (1.1. à 1.3. ci-dessus). Ceci donne à voir, selon nous, plusieurs questions fondamentales non élucidées.

La première concerne le statut du PIB (ou plus généralement de la comptabilité nationale). Les réflexions sur la manière d'évaluer les différentes composantes de la qualité de vie d'une part et la préservation des patrimoines d'autre part jettent le doute sur la possibilité de le faire à partir des catégories de la comptabilité nationale. Quelles en sont les conséquences en matière d'indicateur ? Est-il pertinent de partir du PIB pour le compléter (comptes satellites, indices composites) ou le corriger (indices synthétiques) si celui-ci est construit sur des bases qui ne peuvent pas rendre compte des priorités de l'heure ? S'il est vrai que ce que l'on compte oriente notre action, et si l'orientation des décennies passées pose aujourd'hui problème, ne faut-il pas revoir les comptes à leur racine³⁷ ? La comptabilité nationale classique arrive-t-elle à son terme historique ? Cette question appelle des réflexions complémentaires, tant sur le plan stratégique (que nous aborderons au point 2.2) que sur le plan théorique.

En effet, les recherches actuelles sur la mesure du «progrès» semblent mettre le doigt sur la pauvreté, à certains égards, de la théorie économique standard. Nous l'avons vu, monnaie et prix sont des carcans étroits lorsqu'il s'agit d'appréhender certains aspects de la qualité de vie (des résultats) ou des patrimoines (naturel ou immatériel). Si ce n'est par les prix, comment mesurer *ce qui compte* ? Nous voici revenus aux questions que se posaient les pères fondateurs de la discipline – Smith, Marx ou Ricardo. S'il est déjà important d'acter le «*décalage sensible entre les hypothèses classiques de la théorie économique et les phénomènes que l'on observe dans le monde réel*» (RS p. 47), comment, ensuite, réviser la construction théorique pour tenter de réduire le décalage ? Les recherches épistémologiques réveillées par la crise économique méritent d'être encouragées³⁸.

D'autres questions apparaissent encore dès que l'on se départit du cloisonnement adopté par le Rapport Stiglitz. Est-on sûr que l'augmentation de la consommation des ménages, admise au chapitre 1 comme facteur d'accroissement du bien-être, ne nuit pas à certains aspects de la qualité de vie, examinés au chapitre 2 ? N'est-ce pas oublier trop vite les effets ravageurs d'une inlassable poursuite du «*toujours plus*»³⁹ ? Plus généralement, peut-on faire l'économie d'une réflexion sur les relations entre prospérité et croissance économique, sur la possibilité de parvenir à la première sans rechercher la deuxième, comme le fait si bien le rapport *Prosperity without growth* (Jackson 2009) ? Ou encore, comment établir des ponts entre les préférences individuelles au temps présent (j'ai du plaisir à rouler en 4x4), le bien collectif au même temps (les villes sont engorgées par la somme de ces logiques individuelles) et le bien-être des générations futures (menacé par excès d'émissions de CO₂) ? Quels sont les éléments (culturels ? politiques ?) qui façonnent nos préférences individuelles et les rendent soucieuses ou non du bien commun⁴⁰ ?

³⁷ Cette question, qui avait fait l'objet de plusieurs interventions, dont les nôtres, à la Conférence «Beyond GDP» tenue en décembre 2007 (voir European Commission 2009a) n'est pas abordée de front dans le RS.

³⁸ Parmi de multiples initiatives, voir le 3ème Forum de la Régulation, «Crise économique, crise de la science économique ?», Paris, 1 et 2 décembre 2009.

³⁹ Notamment les effets d'adaptation et de comparaison sociale que nous avons discuté précédemment (Cassiers et Delain 2006).

⁴⁰ Certaines de ces questions sont certes évoquées ici et là dans le RS, notamment en page 8, mais elles sont en définitive laissées sans traitement de fond.

2.2. Clarifier les dimensions politiques du débat

Les douze recommandations contenues dans le Rapport Stiglitz (pp. 14-20) ont déçu. Contrastant sur plus de trois cents pages d'analyses détaillées, les propositions restent très générales et relativement floues. Pouvait-il en être autrement ? N'est-ce pas tout à l'honneur des experts de ne pas s'être aventurés dans le rôle de «conseillers des princes», après avoir souligné le caractère éminemment normatif du sujet ? Selon la Commission, rappelons-le, «un débat de fond sur les questions soulevées par son rapport et sur ses recommandations offrira une occasion importante d'aborder les valeurs sociétales auxquelles nous attachons du prix et de déterminer dans quelle mesure nous agissons réellement en faveur de ce qui importe» (RS p. 20). Néanmoins, cette posture louable mériterait d'être accompagnée de quelques précisions et mises en garde.

En premier lieu, qui est ce «nous» qui attache du prix à certaines valeurs ? Qui décide de «ce qui importe» ? Quelles sont les forces en présence et comment organiser leur rencontre ? Comment entendre et tenter d'unifier la multiplicité des opinions ? En somme, qui sont les acteurs du débat et de quels moyens disposent-ils pour y prendre part⁴¹ ? Sortir d'une vision unanimiste, énoncer explicitement les limites du rôle des experts et la diversité des options politiques permettrait d'éviter une instrumentalisation abusive de travaux scientifiques nuancés à des fins qui méritent débat. Si, dans leurs discours prononcés en ouverture de la présentation officielle du Rapport Stiglitz, les prix Nobel avaient tiré toutes les conséquences de leur invitation à penser le monde autrement, le vice-président de la Commission européenne n'aurait sans doute pas pu déclarer, à la fin de la même journée et comme si cela découlait des interventions précédentes, que «le PIB est et restera un outil majeur dans la guidance des politiques socio-économiques»⁴². Dans la même ligne d'idée, on observera le retournement sémantique lourd de sens auquel a récemment procédé la Commission européenne en intitulant son propre rapport *GDP and beyond*, réaffirmant ainsi la primauté du PIB et quittant dès lors le rang des institutions qui s'interrogent de manière plus audacieuse sur un *Beyond GDP*⁴³.

Ensuite, s'il s'agit de déblayer le terrain pour un usage politique de la statistique, une typologie commentée des indicateurs existants, toutes catégories confondues (certaines mesures croisant les problématiques des trois chapitres), serait très utile. Elle pourrait faire apparaître le caractère parfois contradictoire des besoins respectifs d'un ministre des finances (soucieux de la croissance de l'assiette fiscale et donc logiquement attaché à la comptabilité des revenus), d'un ministre du climat ou de l'environnement (qui privilégiera des indicateurs physiques), ou d'une autorité supérieure (qui s'intéressera sans doute à la combinaison optimale des deux performances). De même, les besoins sont différents selon que la statistique est outil de décision (les détails fournis par les tableaux de bord étant alors précieux) ou de communication (le chiffre unique de l'indice synthétique ou composite convenant mieux aux médias). Une typologie bien pensée aiderait les acteurs à clarifier leurs besoins et faciliterait le débat sur les choix qui se posent, sur les priorités à établir, par exemple entre une hausse de la consommation matérielle et une réduction des comportements polluants.

Enfin, en amont de toutes ces questions, il n'est pas inutile de se demander pourquoi le thème des indicateurs occupe aujourd'hui une place croissante dans le débat public. Est-ce seulement du fait des problèmes environnementaux et d'une

⁴¹ Le Forum pour d'autres indicateurs de richesse est particulièrement attentif à ce genre de questions. Voir FAIR (2008).

⁴² Discours de Jacques Barrot à la journée de présentation officielle du Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, Paris, Sorbonne, 14 septembre 2009.

⁴³ Ces titres signifiant respectivement «Le PIB et au-delà» et «Au-delà du PIB». Le premier émane de la seule Commission européenne (2009b) tandis que le second provenait de l'association des cinq institutions mentionnées à la note 4.

plus grande attention accordée à la qualité de vie ? S'il s'agit de revoir notre modèle de développement, est-ce bien par les indicateurs qu'il convient de le faire ? Est-on suffisamment attentif au fait qu'incidemment, c'est peut-être une nouvelle manière de délibérer et de gouverner qui se met ainsi en place⁴⁴ ?

*Isabelle Cassiers est Professeur
d'économie à l'UCL (CIRTES-IRES)
et Chercheur qualifié du FNRS.*

*Géraldine Thiry est Assistante à
l'UCL (CIRTES-IRES) et réalise une
thèse de doctorat en économie.*

*Elles sont membres du Forum pour
d'Autres Indicateurs de Richesse
(FAIR).*

Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry

⁴⁴ Des réflexions intéressantes à ce propos sont à puiser dans Desrosières (2008), Pitseys (2005) et Berns (2009).

Références citées

- N.B.* : Le lecteur intéressé se réfèrera utilement à la bibliographie étendue du rapport Stiglitz.
- Albertini, J.-M. et Silem, A. (2001). *Comprendre les théories économiques*, Seuil, 3^{ème} ed., Coll. Economie.
- Berns T. (2009). *Gouverner sans gouverner; une archéologie politique de la statistique*, Paris, PUF.
- Bleys, B. (2008). *The Index of Sustainable Economic Welfare. Case Study for Belgium : First attempt and Preliminary Results*, Bruxelles : VUB.
- Bodart, V. et Hindriks, J. (2006). «Protéger le pouvoir d'achat à tout prix ?», *Regards Economiques*, n°45.
- Boulanger, P.M. (2004). «Les indicateurs de développement durable : un défi scientifique, un enjeu démocratique», *Idées pour le débat*, n°21, 24p.
- Boutaud, A. et Gondran, N. (2009). *L'empreinte écologique*, Paris : La Découverte.
- Bureau fédéral du plan (2009). *Indicateurs, objectifs et visions de développement*, rapport fédéral de la Task Force développement durable, <http://sustdev.plan.be>.
- Cassiers, I. (1995). «Comptes et légendes : les limites de la comptabilité nationale», *Reflets et perspectives de la vie économique*, XXXIV, décembre, n°6, pp. 507-520, repris dans *Problèmes économiques*, n°2467, 10 avril 1996, pp. 27-32.
- Cassiers, I. (2009). «Pour changer de cap, dégriffrons la boussole», *La revue nouvelle*, mars, n°3, pp. 53-61, http://www.revue nouvelle.be/rvn_abstract.php?id_article=1444
- Cassiers, I. et Delain, C. (2006). «La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?», *Regards Economiques*, n°38.
- Cobb, J. et Daly, H. (1989). *For the Common Good*, Boston : Beacon Press.
- Desrosières, A. (2000). *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte.
- Desrosières, A. (2008). *Gouverner par les nombres*, Presse de l'Ecole des Mines.
- Easterlin, R.E. (1974). «Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence», in David P.A et Reder M.W. (Eds.) (1974). *Nations and Households in Economic Growth : essays in honor of Moses Abramovitz*, New York : Academic Press.
- European Commission (2009a). *Beyond GDP. Measuring progress, true wealth, and the well-being of nations*, Luxembourg : Office for Official Publications of the European Communities.
- European Commission (2009b). *GDP and beyond. Measuring progress in a changing world*, Communication from the commission to the council and the European parliament, COM(2009) 433 final.
- Falconi, F. (1999). «Indicadores de sustentabilidad débil : un pálido reflejo de una realidad más robusta y compleja», *Ecolog'a Pol'ica*, n° 18, pp. 65-99.
- FAIR (2008). *Manifeste de FAIR : De la société du «beaucoup avoir» pour quelques-uns à une société de bien-être durable pour tous*, <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR> .
- Fourquet, F. (1980). *Les comptes de la puissance*, Paris : Encres.
- Gadrey, J. (1999). «Les incertitudes des prix à la consommation : question de méthode ou question de paradigme ?», *Economie Appliquée*, tome LII, n°1, p. 151-175.
- Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2007). *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris : La découverte, Coll. Repères.
- Harribey, J.-M. (2009). «Commission Stiglitz : l'économie, la montagne et la souris», *Alternative économique*, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/> .
- Jackson, T. (2009). *Prosperity without Growth? The transition to a sustainable economy*, Sustainable Development Commission.

- Meadows, D.-H., Meadows D.-I., Randers, J., Behrens W.W. (1972). *The Limits to Growth. A Report to the Club of Rome*, New York : Universe Books.
- Méda, D. (2009). «Quel progrès faut-il mesurer ?», *Esprit*, juin, p. 86 -118.
- Méda, D. (2008). *Au-delà du PIB : Pour une autre mesure de la richesse*, Ed. Flammarion.
- Miringoff, M. et Miringoff, M.-L. (1995). «America's Social Health : The Nation's Need to Know», *Challenge*, Fall, pp. 19-24.
- Moatti, S. (2009). «PIB : le compte n'est plus bon», *Alternatives économiques*, n°283, Septembre 2009.
- Nordhaus, W., Tobin, J. (1973). «Is Growth Obsolete?», *The Measurement of Economics and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, Vol.38, NBER.
- OECD (1976). «*Measuring Social Well-being: A Progress Report on the Development of Social Indicators*», Paris : OECD.
- Osberg, L. (2003). «Evaluer l'indice du bien-être économique dans les pays de l'OCDE», *Travail et Emploi*, January 2003 No. 93, pp. 73-94
- Osberg, L. et Sharpe, A. (2002). «The Index of Economic Well-being», *Indicators: The Journal of Social Health*, Vol. 1, No. 2, Spring, 2002, pp. 24-62.
- Pillariseti, J. et van den Bergh, J. (2008). «Sustainable Nations: What Do Aggregate Indicators Tell Us?», *Tinbergen Institute Discussion Paper*, TI 2008-012/3
- Pitseys, J. (2005), «La méthode ouverte de coordination au cœur de la gouvernance européenne», in Eberhart, C., *Droit, gouvernance et développement durable*, Paris : Cahiers d'anthropologie du droit.
- RS (pour Rapport Stiglitz) : voir Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J.-P. (2009a).
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J.-P. (2009a). *Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>.
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi J.-P. (2009b). *Richesse des nations et bien-être des individus*. Paris, Odile Jacobs.
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi J.-P. (2009c). *Vers de nouveaux systèmes de mesure*. Paris, Odile Jacobs.
- Thiry, G. (2008). *Les indicateurs alternatifs au PIB : comprendre leur émergence et les défis qu'ils soulèvent*, UCL, mémoire de DEA en économie, Louvain-la-Neuve, 53 p.
- van den Bergh, J. (2008). «The GDP paradox», *Journal of Economic Psychology*, Vol. 30, Avril, pp. 117-135.
- Viveret, P. (2004). *Reconsidérer la richesse*, Ed. de l'aube.

Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,

Vincent Bodart, Thierry Bréchet,

Muriel Dejemeppe, Frédéric Docquier,

Jean Hindriks, François Maniquet,

Marthe Nyssens

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3

B1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/regards-economiques>

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26